

Page de gauche : Edward Murrow vous regarde... Un pamphlet enflammé pour un grand film politique réalisé par l'acteur George Clooney.
 Ci-dessous : *Syriana*, *Bubble*, *Lord of War*. Les différents visages du cinéma engagé sont aussi les facettes d'un monde moderne rongé par la violence et l'affairisme.



Le grand retour, aujourd'hui, d'une «gauche hollywoodienne fantasmée», celle de l'ère Warren Beatty et Robert Redford, répond au large virage à droite qu'a pris la nation américaine depuis le début du nouveau siècle. Après les deux investitures du démocrate Bill Clinton, hué publiquement pour ses frasques sexuelles, enfoncé sans scrupules par le camp adverse et en particulier par le texte crapuleux de David Brock dans *l'American Spectator*, c'est l'escouade des républicains qui reprend les rênes du château. En calant George W. Bush, *fils de*, sur le trône doré. Au passage, les acolytes les plus conservateurs du président, tout investis à flatter le nouvel homme de pouvoir comme l'on flatte un roi, se calent dans les places les plus confortables de la toute neuve administration ; ainsi Donald Rumsfeld acquiert-il les commandes du Pentagone, Dick Cheney la vice-présidence, tandis que George Tenet assure sa place de directeur de la CIA, convaincant Bush au passage de redonner à l'Agence le budget amputé par Clinton. Mais le problème est plus large, la cassure plus profonde. D'autres présidents furent contestés, mais le temps passe et les élections permettent de renverser la direction prise de force par le pays – c'est ce que pensaient les démocrates. Des élections et tout ira bien, c'était ce qui se disait. Voilà que se pointe novembre 2004 ; John Kerry, le candidat de la dernière chance, celui qui se réclame tant de l'époque Kennedy, mord méchamment la poussière lorsque le peuple donne à Bush les clés d'un second mandat présidentiel. Quatre ans de plus – cette fois, personne ne peut plus croire à une erreur. La démocratie a parlé. Qu'est-ce qui a mal fonctionné ? Comment en est-on arrivé là ?

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La question se pose : qu'en est-il de ce modèle démocratique dont les Américains étaient si fiers, et en lequel les pays libres (en particulier l'Europe, dont l'œil critique n'a cessé d'observer et souvent d'admirer les systèmes anglo-saxons) croyaient tant ? La démocratie est-elle malade ? Elle en porte, en tout cas, les stigmates. Qu'il s'agisse des positionnements récents sur la moralité de la torture et des crimes de guerre (Abou Ghraib en première ligne), de l'existence de zones de non droit à l'orée des

nations démocratiques (la prison de Guantanamo et autres centres de détention secrets de la CIA), de la nécessité de faire du combat contre le terrorisme à la fois une guerre de civilisations et une volonté divine (le Bien occidental à l'assaut du Mal islamiste), ou encore des micro-fissures qui faisaient déjà trembler le système bien avant les attentats du 11 septembre (on pense aux difficultés de l'Agence pour conserver sa mainmise sur les pays arabes) – quels que soient les exemples, ils sont de nature à s'interroger sur la bonne santé du régime, et plus largement sur la valeur de cette démocratie libérale que les Américains tentent d'imposer, avec tant de force et de volonté morale, sur les peuples dits «opprimés» du Proche-Orient. Et, au-delà, sur les réponses que le nouveau cinéma contestataire tente de proposer.

Dans cette période de doute, une grande majorité du peuple se laisse porter par le nouveau cercle des néoconservateurs, tandis que les démocrates purs et durs perdent du terrain en proférant des idées caduques. Du coup, les extrêmes deviennent plus aigus, la différence naguère si ténue entre les deux partis américains (démocrates et républicains, même combat dans le fond ?) tend à se creuser. D'un côté, nous avons les fanatiques de la contestation à tout prix, les petits Michael Moore en puissance, qui brossent de la politique étrangère du gouvernement un portrait peu flatteur et surtout exagérément naïf. De l'autre, nous assistons à la montée des fondamentalistes républicains qui espèrent organiser le monde à leur image, à grands coups de bombes B61-11. Ces hommes – les Cheney, Rumsfeld, Richard Perle ou Bill Kristol – forment le groupe des néoconservateurs, les vrais tenants du pouvoir, ceux qui prennent les décisions. Peu ou prou, idées bonnes ou mauvaises au regard de notre politique européenne pacifiste, ces hommes expriment des pensées fortes, morales, justes, et les Américains veulent les croire. Normal : ils n'ont qu'un seul son de cloche. Les démocrates ? Depuis la défaite cuisante de Kerry, seuls quelques guignols tiennent le haut du pavé.

Du coup, pour les artistes, le temps n'est plus au silence. Une voix s'élève, celle des gens de cinéma les plus engagés, qui cherchent à faire resurgir une vraie gauche américaine. Le cinéma politique était en jachère depuis les années soixante-dix ; voici venue l'heure de déterrer les vieux démons de l'image.

LA BALANCE DES POUVOIRS

Les Oscars de cette année l'ont bien prouvé, en nommant, pour la récompense suprême, celle du meilleur film, cinq œuvres à portée politique, contestataire et / ou sociale. Et même si *Collision* (écrit et réalisé par le scénariste de *Million Dollar Baby*, Paul Haggis), certainement le plus mou et le plus facile des cinq, a finalement remporté le trophée, nous assistons malgré tout à un véritable remodelage du paysage cinématographique hollywoodien.

Ces œuvres engagées ne sont pourtant pas le fait des gros studios de production : sur les cinq long-métrages, seul *Munich* a été financé par un grand groupe. Les films les plus intéressants du lot, soit *Good night, and good luck* de Clooney et *Syriana* de Gaghan, ont été produits en partie par la société Section Eight et, pour le reste, par des producteurs indépendants venus de l'Internet, tels Jeffrey Skoll ou Todd Wagner et Mark Cuban, qui ont coproduit *Bubble*, le film intimiste de Soderbergh sur la banlieue américaine.

Le mouvement se réclame ainsi de la contestation des années soixante et soixante-dix, quand les principaux studios hollywoodiens avaient laissé les clés du garage à ces jeunes ambitieux et engagés qui ont changé la face du cinéma. Nixon contre Bush ? Guerre du Vietnam contre invasion de l'Irak ? Les combats sont politiquement différents, mais les réactions anti-guerres et altermondialistes font toujours entendre leur voix. Quitte à paraître démagogique. Car, si le *Good night, and good luck* de Clooney touche particulièrement juste, avec sa condamnation du maccarthysme à travers le regard du journaliste de CBS Edward Murrow, s'il parvient avec cette œuvre historique à dégager une critique bien sentie des pouvoirs médiatiques actuels, le cas de *Syriana*, réalisé par Gaghan, est plus contestable. Dire que le film divise serait un euphémisme. Entre les néoconservateurs qui contestent sa vision opportuniste et capitaliste de la politique étrangère américaine, et les ténors des associations arabomusulmanes d'Amérique qui fustigent un message trop simpliste sur le terrorisme islamique, Gaghan s'est également confronté aux intellectuels de gauche réfutant les raccourcis démagogiques de ce genre de procédé. C'est que le film n'est pas tendre : derrière un argument de guerre pétrolière (parabole de l'Irak, bien entendu), il attaque féroce l'hégémonie des lobbies pétroliers américains, les actions anti-démocratiques et anticonstitutionnelles de la CIA

(l'agent Bob Barnes, joué par Clooney, n'hésite pas à tuer pour le compte de l'Agence), le fondamentalisme des islamistes radicaux (un jeune pakistanais se laisse embrigader par un recruteur dans une Mosquée), et explique les attentats perpétrés contre les Etats-Unis par la négligence et l'attentisme du gouvernement américain (la bombe qui détruit le cargo a été vendue à Téhéran par l'agent Barnes). On lui reproche d'utiliser là un argument facile, à l'image de ces extrémistes de gauche (type Michael Moore) qui pensent que l'Amérique devrait plutôt se concentrer sur ses problèmes intérieurs avant d'aller libérer les pays rongés par le totalitarisme.

Il y a d'autres sons de cloche. *Lord of War*, bien sûr, dernier film d'Andrew Niccol, qui dresse un portrait acide et acerbe de ce que peut être le capitalisme poussé à son extrême (si quelqu'un veut acheter, il y en aura toujours un autre pour vendre, quel que soit le produit) ; ou *Jarhead*, brûlot de Sam Mendes, sur l'attente et l'ennui des troupes américaines stationnées au Koweït pendant la première guerre du Golfe. Sauf que ces films laissent un goût d'insuffisance. C'est que leur message, teinté de démagogie, ne propose aucune solution aux problèmes. Warren Beatty affirmait qu'au-delà de la guerre d'Irak – cette arnaque organisée par les hommes puissants pour conserver le lobby du pétrole et commencer la refonte du Proche-Orient aux couleurs de la bannière étoilée – il ne faudrait pas pour autant devenir jeffersonien et se cantonner à une posture isolationniste. La guerre est parfois juste, au sens de Michael Walzer. Impossible de rester de marbre et de regarder son nombril lorsque des nations sont sous la coupe de tyrans génocidaires (Milosevic hier, Hussein aujourd'hui, Kim Jong-Il demain ?) ou que les «États voyous» profèrent des menaces contre le monde libre (l'Iran et son président Ahmadinejad qui veut rayer Israël de la carte et cherche à obtenir l'arme atomique). Le message de *Munich* est d'ailleurs clair en ce sens, et c'est pourquoi de nombreuses autorités ont condamné le film : malgré le conflit moral, la violence est parfois nécessaire pour répondre à la violence. C'est cette dialectique que George W. Bush et ses hommes ont bien saisi, c'est grâce à elle qu'ils tiennent la popularité qui les a fait réélire. Et c'est elle, enfin, que les partisans de la nouvelle gauche hollywoodienne, indépendamment de toutes leurs qualités, devront efficacement combattre et renverser afin de regagner les faveurs d'une Amérique en proie au doute politique.

Eric Nuevo